

telles ventes sont défendues, peu importe que les gouvernements des pays de résidence des producteurs bénéficiant de l'accord n'aient pas la même politique à l'égard de ces pays. Le point qu'il y a lieu de mettre en évidence ici c'est que la société mère s'est, dans la très grande majorité des cas, soumise aux directives du gouvernement et s'est efforcée d'amener ses filiales à l'étranger à s'y soumettre également. On ne connaît pas d'exemple où la société mère américaine aurait affirmé qu'elle n'a pas l'intention de se soumettre aux directives américaines parce que le gouvernement américain n'aurait pas, selon elle, juridiction, par son intermédiaire, sur les opérations de la filiale à l'étranger. Une conclusion s'impose alors: il n'existe pas et ne peut pas exister de véritables entreprises internationales car chacune d'entre elles est soumise à un gouvernement national pour certains aspects, plus ou moins importants, de ses opérations et parce qu'il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'un gouvernement, quel qu'il soit, renonce à utiliser le pouvoir qu'il peut avoir sur ses entreprises à l'étranger.

L'intervention d'un gouvernement dans les affaires d'un autre porte souvent le problème au niveau diplomatique. Mais dans les domaines qui ont fait l'objet d'une application extraterritoriale des lois américaines, le gouvernement américain est souvent capable d'intervenir dans des activités menées dans le pays d'accueil sans même que le gouvernement de ce pays en ait connaissance. Même s'il en a connaissance d'ailleurs, il peut fort bien arriver que celui-ci ne puisse pas réagir autrement que par le vote d'une loi ou la modification de sa propre structure administrative dans un sens qu'il ne considère pas nécessairement comme souhaitable.

Prenons d'abord l'exemple des directives américaines visant à l'amélioration de la balance des paiements des Etats-Unis. Les firmes plurinationales américaines qui avaient soutenu plus tôt qu'elles étaient des "entreprises internationales" répondant aux désirs de plusieurs gouvernements en